

Poursuivons la mobilisation pour imposer des mesures de justice sociale !

Après la censure par l'Assemblée Nationale du gouvernement de Michel Barnier, notre pays bascule une fois encore dans une période d'instabilité politique forte.

Nos organisations ont collectivement salué en juillet dernier le sursaut démocratique et républicain remarquable des citoyen·nes. Elles regrettent aujourd'hui que les enjeux sociaux aient été remisés au second plan.

Les attentes des travailleuses et travailleurs que nos organisations portent chaque jour demeurent plus que jamais d'actualité. Il y a urgence à ce que leur parole soit entendue et prise en compte et des réponses concrètes apportées.

Ces attentes portent sur de nombreux sujets de préoccupations du quotidien : augmenter les salaires et améliorer le pouvoir d'achat des salarié·es, des agent·es publics et des retraité·e·s, avoir les moyens de bien faire son travail, gagner enfin une réelle égalité femmes-hommes au travail, abroger la réforme des retraites, préserver notre modèle social.

Alors que chaque jour, dans tous les secteurs d'activité, les annonces de suppressions d'emplois se succèdent, il est indispensable de s'opposer collectivement à ces licenciements. Il est également absolument nécessaire de construire une véritable politique industrielle pour assurer la réindustrialisation du pays au service de l'indispensable transformation écologique permettant de relocaliser, pérenniser et développer des emplois de qualité.

Hôpital, soins, éducation, enseignement supérieur, recherche, environnement... l'ensemble de nos services publics doit être réellement accessible partout sur le territoire et faire l'objet d'investissements massifs. La construction d'un budget de l'État et de la Sécurité sociale guidés par des mesures de justice sociale et fiscale est plus que jamais indispensable.

Pour répondre à ces exigences sociales, démocratie sociale et démocratie parlementaire doivent retrouver pleinement leur rôle, en bonne intelligence. Dans la période qui s'ouvre, la place et le rôle de la négociation collective doivent être renouvelés, renforcés et respectés.

Alors que ces derniers mois ont profondément clivé le pays, nos organisations syndicales poursuivent leurs travaux contre le racisme et l'antisémitisme, contre toutes les formes de discrimination sur l'ensemble des lieux de travail.

Notre pays traverse une situation inédite. Au vu de la gravité de la crise économique, sociale, écologique et démocratique, l'heure doit être à la responsabilité. Nos organisations appellent le chef de l'Etat et l'ensemble des acteur·ices à faire primer l'intérêt général sur leurs intérêts individuels ou partisans de court terme.

Parce que les attaques de Macron contre les travailleuses et travailleurs ne cesseront pas et qu'une seule journée de mobilisation ne suffira pas, nous appelons à la poursuite de la mobilisation :

- **Mercredi 11 décembre : Rendez-vous 12h place Napoléon pour des tracts dans les rues de LRSY, à la cité administrative Travot (DSDEN, Finances Publiques) et à la gare.**
- **JEUDI 12 décembre : MANIFESTATION 10h30 - Place Napoléon.**

